

48/8) Demande de prêt à la Caisse Centrale de Coopération Economique en vue du financement des travaux de réfection effectués rue Bouvet et rue Charles Gounod.

M.le Maire donne lecture du rapport:

" Messieurs,

Dans sa séance du 31 Mai dernier, le Conseil a examiné le programme d'aménagement et de réfection de la voirie urbaine pour l'année 1964 et il a été décidé de demander à M.le Préfet une subvention de 45.000.000. de frs.CFA. au titre du "FONDS ROUTIER DEPARTEMENTAL " pour l'exécution d'une première tranche de travaux.

Or, je viens d'apprendre qu'il ne fallait plus compter sur une subvention du Département pour l'année 1964.

Messieurs, dans ces conditions il nous faudra recourir à tout prix à l'emprunt pour l'exécution de la première partie de notre programme d'aménagement et de réfection de la voirie urbaine et je vous demande de m'autoriser à contacter la C.C.C.E. à ce sujet.

Je mets la question aux voix ./.

M.le Maire : nous avons demandé au Département une subvention de 45.000.000. de frs.CFA. sur le "Fonds Routier Départemental ", somme qui nous avait été indiquée par M.AFFRE.

Le Département n'a pas retenu cette inscription, si bien que nous sommes dans l'obligation de nous retourner vers la C.C.C.E. afin d'essayer d'obtenir ce prêt.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où le rapport du Maire,

Après en avoir délibéré,

Vote à l'unanimité un emprunt de 45.000.000. de francs CFA, à contracter auprès de la CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE au taux d'intérêt de 2,50 % pour une durée de 15 ans, et s'engage à inscrire en dépenses obligatoires au budget de la Commune les semestrialités d'amortissement et d'intérêts correspondants.

IL est, en outre, précisé que les subventions qui viendraient à être allouées par l'Etat, après réalisation du prêt, devront obligatoirement être affectées, après leur encaissement, à des remboursements anticipés.